

**DÉBATS** **ACCORD UE-MERCOSUR****« Le Mercosur va rendre les agriculteurs européens plus dépendants des flux internationaux de capitaux et de matières premières agricoles »****TRIBUNE****Hannes Lorenzen**

Expert agricole

Alors que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et quatre pays du Mercosur doit être signé au Paraguay samedi 17 janvier, l'expert agricole allemand Hannes Lorenzen explique, dans une tribune au « Monde », pourquoi ce texte fait figure de chiffon rouge pour les jeunes agriculteurs.

Publié hier à 07h00, modifié hier à 10h05 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Bruelles a été le théâtre de manifestations violentes contre l'accord commercial entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur. Ce sont principalement de jeunes agriculteurs qui ont donné libre cours à leur désespoir et à leur colère en lançant du matériel lourd et des tonnes de pommes de terre contre les forces de sécurité. Leur message principal : « *Stop Mercosur, le libre-échange détruit notre avenir.* » Les jeunes agriculteurs ont le ventre noué par un avenir incertain : risques économiques croissants, impositions politiques et fardeaux émotionnels. Leurs revenus et leur capacité d'investissement dépendent de subventions que l'Union européenne pourrait ne plus offrir à l'avenir. Les marchés agricoles sont devenus imprévisibles et le changement climatique menace l'existence de leurs exploitations.

L'accord signé avec quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) jette aujourd'hui une lumière crue sur des décisions prises par le passé, lorsque la politique agricole européenne a été livrée au casino du commerce mondial. L'accord de Blair House, en 1992, entre les Etats-Unis et l'Europe a ouvert la voie aux multinationales de l'industrie agroalimentaire pour acquérir un pouvoir de marché des deux côtés de l'Atlantique. Seules les grandes exploitations agricoles ont eu accès à ce jeu. La grande majorité a été exposée à la volatilité des marchés mondiaux des denrées alimentaires et à la spéculation. Le Mercosur va accentuer la fragilité des agriculteurs européens et les rendre de plus en plus dépendants des flux internationaux de capitaux et de matières premières agricoles.

Lire aussi | [Mercosur : agriculture, minerais, industrie... Ce que contient l'accord](#)

La politique agricole commune a été conçue à l'origine pour fournir une alimentation suffisante et abordable aux Européens et garantir un revenu équitable aux agriculteurs. Il en est allé autrement. Il y a aujourd'hui suffisamment de nourriture, mais une part croissante de celle-ci provient de l'étranger. La France, qui était exportatrice agroalimentaire nette depuis cinquante ans, ne l'est plus depuis 2025 (hors vins et spiritueux). Seules les très grandes exploitations agricoles françaises peuvent rivaliser avec celles des Etats-Unis ou d'Amérique latine. La grande majorité survit, si tant est qu'elle survive, grâce à des subventions de l'UE, qui représentent souvent plus de 70 % de leurs revenus.

Rideau de fumée

L'Europe était divisée sur cet accord. La France et la Pologne s'y sont opposées pour apaiser les syndicats agricoles. L'Italie s'y est opposée pendant un certain temps afin d'obtenir des compensations plus importantes. L'Allemagne a exercé d'intenses pressions en faveur de la signature, car elle affiche un déficit commercial pour les produits agricoles, sauf pour les excédents de viande exportés en Chine, mais dispose d'un important excédent d'exportation de produits industriels, remis en cause par les droits de douane américains. Le chancelier Friedrich Merz a exercé une pression maximale sur ses collègues afin qu'ils lèvent la décision de l'UE de mettre fin à l'homologation des voitures à moteur thermique en Europe d'ici à 2035. Le Mercosur va permettre à l'industrie allemande d'exporter des voitures du passé vers l'Amérique latine. L'industrie agrochimique sera également gagnante. L'accord permettra d'exporter davantage de pesticides vers l'Amérique du Sud, même des substances dont l'utilisation est interdite dans l'UE, tandis que les denrées alimentaires produites à l'aide de ces pesticides pourront être commercialisées au sein de l'UE.

Lire aussi | [Mercosur : de la Pologne à la Grèce, des pays européens inégalement armés face à ce traité de libre-échange](#)

La Commission européenne se félicite d'avoir négocié des mesures de protection pour les agriculteurs européens. Mais les « *clauses de sauvegarde* » de l'accord sont un rideau de fumée. Ces exemptions n'ont jamais survécu dans la réalité du commerce international. L'UE est déjà engagée dans une course vers le bas des règles environnementales et sociales pour le commerce international. La loi sur la chaîne d'approvisionnement a récemment été vidée de sa substance ; la loi sur la protection des forêts a été démantelée ; l'ambition climatique de l'UE s'est considérablement estompée lors de la COP30 au Brésil ; le principe de précaution pour la mise sur le marché de produits agrochimiques et de « *nouveaux* » OGM a été sacrifié par la Commission européenne. Ces clauses ne sont que des placebos. Les quotas d'importation de bœuf dans l'UE et les compensations pour perte de revenus soulignent la triste réalité des agriculteurs européens contraints de rivaliser dans des conditions déloyales. Le libre-échange de bœuf provenant de forêts tropicales déboisées contre des voitures obsolètes et des produits chimiques interdits est une folie.

Solutions pratiques

L'accord est conclu. Et maintenant ? Comment dénouer le nœud qui serre l'estomac des jeunes agriculteurs et passer à des solutions pratiques ? Le débat public sur le commerce alimentaire respectueux de l'environnement et socialement responsable doit se poursuivre. Certes, les chefs d'Etat et de gouvernement ont validé l'accord commercial avec le Mercosur, mais Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, ne peut pas agir comme bon lui semble. Le Parlement européen devra valider cet accord en mars pour qu'il soit définitivement appliqué. Par ailleurs, un groupe de députés, à l'instigation de députés français, souhaite saisir la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). En effet, les reculs de ce texte sur de nombreux domaines, en particulier son incidence prévisible sur la déforestation de l'Amazonie et donc sur le réchauffement climatique, sont contradictoires avec d'autres engagements internationaux de l'UE, en particulier les accords de Paris de 2015.

Lire aussi | [Accord UE-Mercosur : pour l'Amérique du Sud, un accord commercial à forte dimension géopolitique](#)

Les Etats membres peuvent également saisir la CJUE, ce qui suspendrait le processus d'application. Fort du vote unanime de l'Assemblée nationale contre cet accord de libre-échange, le gouvernement de Sébastien Lecornu pourrait bâtir une coalition européenne avec l'Irlande, la Pologne et les autres Etats qui refusent une politique commerciale datant d'une autre époque et saisir ensemble la Cour européenne. L'enjeu dépasse la question agricole, il est question du respect du droit et des engagements de l'UE au niveau mondial.

- ¶ **Hannes Lorenzen**, ancien conseiller auprès de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, est cofondateur et président de la Convention agricole et rurale européenne ([ARC2020](#)), plateforme européenne d'échanges sur les initiatives agroécologiques.

Hannes Lorenzen (Expert agricole)

Le Monde Ateliers

Découvrir

Masterclasses

Cinq auteurs vous partagent leurs secrets d'écriture

Cours du soir

L'Europe à l'heure du divorce transatlantique

Cours en ligne

De Socrate à la fin de l'Empire romain : comment s'orienter dans la philosophie antique

Voir plus

Partenaire

Guides d'achat avec Le Monde

Les meilleurs grille-pains

Les meilleurs hydropulseurs dentaires

Les meilleurs couteaux de cuisine

Le meilleur antivol pour vélo

Les meilleurs cuiseurs à riz

Les meilleuresessoreuses à salade

Les meilleurs balais vapeur

Tous nos guides